

Délibération n°2024_12_05_28

Objet : Mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipale

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024**

L'an deux mille vingt quatre, le cinq décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 21

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Xavier MIRAULT pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR pouvoir à Françoise BERTOUY - Romain CASAS-MATEU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Olivier BOUDET - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 714-13,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire de **des fonctionnaires relevant des cadres d'emploi de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des gardes champêtres**,
Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier de cadre d'emploi des chefs de service de police municipale,
Vu le décret 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des agents de police municipale,
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 20 novembre 2024 relatif à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE),

Suite à la parution du décret n°2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale peuvent bénéficier d'un nouveau régime indemnitaire en remplacement du régime indemnitaire actuel (indemnité spéciale mensuelle de fonctions et le cas échéant, l'indemnité d'administration et de technicité).

1- BENEFICIAIRES

Ce régime repose ainsi sur la nouvelle indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères définis par l'organe délibérant.

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est mise en place pour les cadres d'emploi suivants :

- cadre d'emploi des chefs de service de police municipale,
- cadre d'emploi des agents de police municipale.

2- LA PART FIXE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

Elle est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

Cadres d'emplois	Taux individuel voté par l'assemblée délibérante
Chefs de service de police municipale	32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

3- LA PART VARIABLE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

Elle tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères suivants :

5 CRITERES	LES INDICATEURS	NIVEAUX DE PERFORMANCE				
		NON ATTEINT	EN COURS	PARTIELLEMENT ATTEINT	PRESQUE ATTEINT	ATTEINT
Valeur professionnelle	Compétences techniques	0%	25%	50%	75%	100%
	Réalisation des objectifs					
	Expertise					
	Management					
	Résultats professionnels obtenus					
Investissement personnel	Présentéisme	0%	25%	50%	75%	100%
	Disponibilité					
	Flexibilité					
	Adaptabilité					
Sens du service public	Comportement dynamique	0%	25%	50%	75%	100%
	Sentiment du devoir					
	Attachement à la collectivité					
	Attachement à la fonction exercée					
Capacité à travailler en équipe	Communiquer	0%	25%	50%	75%	100%
	Proposer					
	Transmettre les connaissances					
	Rendre compte					
	Surcharge ponctuelle de travail (pallier à l'absentéisme)					
Contribution au collectif de travail	Transversalité	0%	25%	50%	75%	100%
	Action collective					
	Qualités relationnelles					

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

- le complément de la part variable sera versé en 1 seule fois, en novembre.
- la période de référence est du 1^{er} septembre N-1 au 31 août de l'année N.
- une sanction disciplinaire sur la période de référence : motif absolu de refus d'attribution du complément de la part variable, quels que soient les résultats professionnels de l'agent.

Proratisation du temps de présence :

- les jours d'arrêt de travail au titre des accidents de travail ne sont pas déduits,
- déduction à partir du 11^{ème} jour d'arrêt maladie ordinaire.

Tout départ de la collectivité après le 1^{er} septembre N-1 fait l'objet d'un entretien professionnel afin de définir le montant du complément de la part variable proratisé sur la période du 1^{er} septembre N-1 à la date de départ.

Toute arrivée dans la collectivité après le 1^{er} septembre N-1 fait l'objet d'un entretien professionnel afin de définir le montant du complément de la part variable attribué en fonction de la date d'arrivée et des niveaux de performances des critères définis ci-dessus sur la période.

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

Cadres d'emplois	Montant annuel maximum voté par l'assemblée délibérante
Chefs de service de police municipale	2 400,00 €
Agents de police municipale	3 180,00 €

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant.

Ce montant sera complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Conformément à l'article 7, dernier alinéa du décret n°2024-614 du 26 juin 2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

4- LES CAS DE MAINTIEN ET DE SUSPENSION DE L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

L'article L.714-6 du Code général de la fonction publique précise que le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant :

- le congé de maternité,
- le congé paternité ou d'accueil de l'enfant,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption

sans préjudice de la modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.

La part fixe et la part variable sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement :

- en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique,
- durant la période de préparation au reclassement prévue à l'article L.826-2 du Code général de la fonction publique,
- en cas de congés annuels,
- en cas de congés de maladie ordinaire,
- en cas de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) : accident de service, accident de trajet et maladie professionnelle ou imputable au service

En cas de congé longue maladie ou congé de longue durée, le bénéfice de la part fixe et la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont suspendues.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

5- LES REGLES DE CUMUL/NON CUMUL DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées d'après le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002,

- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche et les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tels que définis par le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

6- DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025,

L'attribution individuelle de cette prime fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à la filière police municipale selon les modalités exposées ci-dessus.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 9 décembre 2024
Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.